
Roumanie : le fisc roumain aux prises avec les frères Micula, deux de ses créanciers hors norme

Description

Par Stéphan Altasserre (sources : *Jurnalul National, Info Ziare*)

Les jumeaux Ioan et Viorel Micula, qui comptent parmi les nouveaux millionnaires postsocialistes roumains, sont propriétaires d'une trentaine d'entreprises actives dans des domaines tels que l'alimentation, le tourisme et les médias. La majorité d'entre elles, présentes non seulement en Roumanie, mais également en République tchèque, en Slovaquie, en Hongrie, en Pologne, en République de Moldova, en Espagne et en Italie, enregistrent de forts déficits et sont débitrices de l'État roumain.

Après avoir constaté que 11 des 12 hôtels appartenant aux deux hommes d'affaires ne respectaient pas les normes nationales d'hébergement, les bâtiments étant relativement vétustes, le ministère du Tourisme les a condamnés en juillet 2017 à verser une amende de 50.000 lei (près de 10.800 euros) et a retiré la certification permettant aux établissements d'exercer. Ces derniers ayant fermé leurs portes depuis plusieurs mois, les Micula les ont proposés aux enchères publiques en décembre 2017, mais sans susciter l'intérêt d'acquéreurs potentiels, et ceci malgré leur positionnement avantageux sur le littoral roumain. Ils seront remis en vente en janvier 2018, mais avec des prix moins élevés. Ainsi, le 10 de ce mois, un second appel d'offre sera lancé pour l'un d'entre eux, l'hôtel Romanta Estival 2002 SA Neptun. L'Agence nationale de l'Administration fiscale (ANAF) souhaite en retirer au moins 7,2 millions de lei (un peu plus de 1,5 million d'euros).

L'ANAF réclame plus de 400 millions de lei (près de 8,6 millions d'euros) aux hommes d'affaires. Elle estime leur richesse à près de 175 millions d'euros. Elle souhaite également effacer le revers essuyé par Bucarest en 2013 face aux deux frères dans une affaire de cessation d'un programme d'incitations fiscales; les Micula avaient alors bénéficié d'un arbitrage international en leur faveur obligeant l'État roumain à leur verser 376 millions de lei (plus de 81 millions d'euros).

date créée

09/01/2018

Champs de Méta